

## Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **81**  
Fournitures

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Régie Municipale de l'Eau de Graulhet  
Correspondant : LANDRY Charles, 10 Boulevard Georges Ravari - BP 249 81305 Graulhet  
Cedex. tél. : 0563343840, télécopieur : 0563343840, Courriel : [charles.landry.rme@orange.fr](mailto:charles.landry.rme@orange.fr),  
Adresse internet : <http://www.regie-eaux-graulhet.com>.  
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.regie-eaux-graulhet.com>.  
*Principale(s) activité(s) de l'entité adjudicatrice* : Evacuation et Traitement des eaux usées.

**Objet du marché : la présente consultation a pour objet un marché de fourniture concernant la fourniture et pose de deux unités de déshydratation des boues par vis, et des équipements annexes pour la station d'épuration mixte de graulhet - 220 000 eh.**

**lieu d'exécution : station d'épuration de la rmea - 10 boulevard georges ravari - 81300 graulhet**

**la description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (cctp)..**

*Type de marché de fournitures* : achat

*CPV - Objet principal* : 45252140.

*Lieu d'exécution* : 10 Boulevard Georges Ravari, 81300 GRAULHET.

*Code NUTS* : |FRJ27|.

L'avis implique un marché public.

*Caractéristiques principales* :

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches et en lots.

*Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux)* : Fourniture et pose de deux unités de déshydratation des boues par vis, et des équipements annexes pour la Station d'épuration Mixte de GRAULHET (81300).

*Refus des variantes.*

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Le présent avis correspond à un avis périodique indicatif constituant une mise en concurrence.

Prestations divisées en lots : non.

*Date prévisionnelle de début des prestations (fournitures/services)* .04 décembre 2017

*Cautionnement et garanties exigés* : une retenue de garantie de cinq pourcent (5,00 %) sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues à l'article 123 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

*Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent* : le paiement des prestations réellement effectuées sera viré au(x) compte(s) du (des) titulaire(s) et du (des) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s). Le délai global de paiement ne peut excéder trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes (article 1 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013).

*Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché* : en cas de groupement conjoint, il est précisé que le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'entité adjudicatrice.

*Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature* : français.

*Unité monétaire utilisée, l'euro.*

*Conditions de participation :*

*Critères de sélection des candidatures* : les candidatures sont appréciées en fonction des capacités professionnelles techniques et financières appréciées sur la base des documents produits.

*Situation juridique - références requises* : - les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics:

- copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 11 du code du travail

*Capacité économique et financière - références requises* : - les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics:

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
- les entreprises nouvellement créées produisent une copie du dépôt du centre de formalités des entreprises.

*Référence professionnelle et capacité technique - références requises* : - les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics:

- déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des cinq dernières années ;
- liste des prestations de nature et d'importance similaires à l'objet du marché, effectuées au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de fournitures sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'entité adjudicatrice. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat devra également remettre les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

*Marché réservé:* non.

*Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :*

*Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :*

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après)

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après.)

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

*Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :*

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par

l'acheteur public)

-Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

-Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

-Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

-Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

-Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

-En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise (document à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

-Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (*disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>*)

-Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (*disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>*)

-Formulaire ATTRI1, Acte d'engagement. (*disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2016>*)

-Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance. (*disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>*)

-S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

-Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

*Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :*

-Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail -Si

l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2) -Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays -Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté  
La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

*Critères d'attribution :*

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

*Type de procédure :* procédure adaptée.

*Date limite de réception des offres :* 03 novembre 2017 à 12:00.

*Délai minimum de validité des offres :* 120 jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

*Autres renseignements :*

*Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :*  
RMEA012017.

*Renseignements complémentaires :* Les candidats peuvent choisir d'envoyer leur dossier soit sur support papier, soit par transmission électronique.

La remise des plis vaut acceptation des clauses du C.C.A.P. et celles du C.C.T.P. du présent marché, réputées sans aucune modification par les candidats.

*Date d'envoi du présent avis à la publication :* 26 septembre 2017.

*Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés :* RMEA

*Correspondant :* LANDRY Charles 10 Boulevard Georges Ravari 81300 GRAULHET , tél. : 0563343840 , courriel : [charles.landry.rme@orange.fr](mailto:charles.landry.rme@orange.fr) , adresse internet : <http://www.regie-eaux-graulhet.com> .

*Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus :* RMEA

*Correspondant :* CARRIERE Christian 10 Boulevard Georges Ravari 81300 GRAULHET , tél. : 0563343840 , courriel : [christian.carriere.rme@orange.fr](mailto:christian.carriere.rme@orange.fr) , adresse internet : <http://www.regie-eaux-graulhet.com> .

*Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus :*  
RMEA

*Correspondant* : LANDRY Charles 10 Boulevard Georges Ravari 81300 GRAULHET , tél. : 0563343840 , courriel : [charles.landry.rme@orange.fr](mailto:charles.landry.rme@orange.fr) , adresse internet : <http://www.regie-eaux-graulhet.com> .

*Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus* : RMEA

*Correspondant* : LANDRY Charles 10 Boulevard Georges Ravari 81300 GRAULHET , tél. : 0563343840 , courriel : [charles.landry.rme@orange.fr](mailto:charles.landry.rme@orange.fr) , adresse internet : <http://www.regie-eaux-graulhet.com> .

*Instance chargée des procédures de recours* : Tribunal Administratif de TOULOUSE 68 rue Raymond IV 31000 TOULOUSE .

*Organe chargé des procédures de médiation* : Tribunal Administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV 31000 TOULOUSE .

*Adresse à laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus* : RMEA

*Correspondant* : LANDRY Charles 10 Boulevard Georges Ravari 81300 GRAULHET , tél. : 0563343840 , courriel : [charles.landry.rme@orange.fr](mailto:charles.landry.rme@orange.fr) , adresse internet : <http://www.regie-eaux-graulhet.com> .